

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 9 mars au 13 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

### Faits marquants

- ❖ **Régional** : La CAE adopte une nouvelle stratégie de développement et réforme son mécanisme de financement
- ❖ **Kenya** : La Loi sur le Fonds national d'infrastructure est promulguée
- ❖ **Madagascar** : Le président de la Refondation dissout le gouvernement

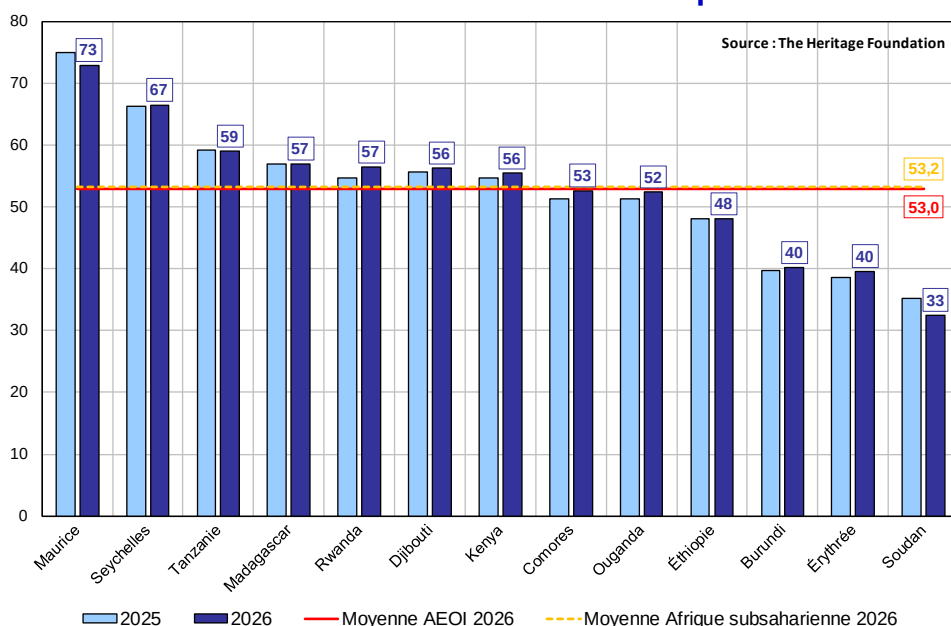
#### LE CHIFFRE A RETENIR

## 405 M EUR

**UGANDA** : MONTANT A LEVER VIA UNE  
OBLIGATION SOUVERAINE ISLAMIQUE (SUKUK) POUR  
FINANCER 15 % DU STANDARD GAUGE RAILWAY  
(SGR) RELIANT MALABA (KENYA) A KAMPALA

### Le graphique de la semaine

#### AEOI : Indice de liberté économique 2026



L'indice de liberté économique évalue le degré de liberté économique dans 184 pays, sur une échelle allant de 0 (très peu libre) à 100 (très libre). Il repose sur 12 critères, en quatre groupes : l'état de droit, le rôle du gouvernement, l'efficacité de la réglementation et l'ouverture commerciale. Selon les travaux associés à cet indice, un niveau plus élevé de liberté économique est généralement corrélé à une prospérité accrue, notamment à travers un PIB par habitant plus élevé, de meilleurs indicateurs de développement humain et une diminution des niveaux de pauvreté. En 2026, la région AEOI affiche une légère progression avec un score moyen de 53 (contre 52,9 en 2025), se rapprochant ainsi de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (qui se maintient à 53,2). Neuf pays de la région AEOI affichent un score plus élevé que l'année dernière. Maurice conserve sa position de pays le plus économiquement libre du continent africain, suivi du Cap-Vert, du Botswana et des Seychelles.

## REGIONAL

### La CAE adopte une nouvelle stratégie de développement et réforme son mécanisme de financement

Lors du 25<sup>e</sup> [Sommet ordinaire de la Communauté d'Afrique de l'Est \(CAE\)](#), tenu le 7 mars 2026 à Arusha (Tanzanie), les chefs d'État ont adopté plusieurs décisions importantes pour l'organisation régionale. Ils ont notamment lancé la 7<sup>ème</sup> Stratégie de développement de la CAE (2026/27–2030/31), en chargeant le Conseil et le Secrétariat de mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre, ainsi que la caution douanière régionale de la CAE (*EAC Customs Bond*), un mécanisme de garantie unique remplaçant la nécessité de multiples cautions nationales pour le transport de marchandises entre les États membres. Sur le plan du financement, les États membres ont décidé de réformer la clé de contribution au budget de la CAE. L'ancienne formule (65 % de contributions égales et 35 % de contributions évaluées selon la capacité économique de chaque État) sera remplacée, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2026, par une répartition à parts égales entre contributions fixes (50 %) et contributions évaluées (50 %). Pour alléger la pression financière sur les États membres, les dirigeants ont accordé une remise exceptionnelle de 50 % sur tous les arriérés, à condition que le solde restant soit réglé dans un délai de deux ans. Enfin, le Président ougandais Yoweri Museveni a assumé la présidence de la CAE, succédant au Président kényan William Ruto.

## BURUNDI

### Lumitel et la Banque mondiale étendent l'accès numérique rural

Le 2 mars 2026, l'opérateur de téléphonie Lumitel a signé avec le ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique le contrat du Projet d'Appui aux Fondations de l'Économie Numérique (PAFEN), lors d'une cérémonie au siège du ministère. Cette initiative publique-privée mobilise un investissement total de plus de 10 M USD, dont 4,4 M USD apportés par la Banque mondiale et 5,6 M USD par Lumitel. Sur 14 mois, le projet permettra de déployer l'internet haut débit sur 86 collines (la plus petite subdivision administrative) réparties dans 14

provinces, au bénéfice de plus de 400 000 citoyens et de près de 300 établissements scolaires. Il vise à soutenir l'éducation numérique, la télémédecine et les services publics en ligne, notamment dans les zones rurales. La Banque mondiale fournit un appui stratégique, tandis que Lumitel gère les aspects techniques, l'installation des infrastructures et leur exploitation et maintenance.

### Lifezone signe un accord d'exclusivité sur le projet nickel de Musongati

Le 10 mars, l'Américain Lifezone Metals a signé un accord d'exclusivité avec le gouvernement du Burundi pour évaluer le projet nickel de Musongati, situé dans la ceinture nickélifère d'Afrique de l'Est, à environ 200 km au sud-ouest du projet Kabanga conduit par Lifezone en Tanzanie. Valable 14 mois, l'accord permettra à la société d'évaluer le gisement de latérite nickélifère et mobiliser les ressources pour un programme d'exploration et d'évaluation économique, dont une étude de cadrage basée sur les données historiques. Des études antérieures font état de plus de 140 millions de tonnes de ressources, avec des sous-produits potentiels incluant cuivre, cobalt, or, métaux du groupe du platine et scandium. L'accord a été signé à Washington au Département d'État américain, en présence du PDG Christopher Showalter et du ministre burundais des Mines.

## COMORES

### Axian obtient une licence pour créer une institution financière digitale décentralisée

Le 24 février 2026, Telco Finance, filiale du groupe Axian, s'est vu délivrer par la Banque centrale des Comores une licence d'institution financière digitale décentralisée, autorisant la création d'un établissement régulé opérant de manière entièrement numérique. Cette nouvelle entité sera distincte du service de mobile money MVola déjà proposé par le groupe. Placée sous la supervision de la Banque centrale, elle devra notamment se conformer aux exigences prudentielles en vigueur. Elle proposera diverses solutions de crédit, comme des nano-crédits et des micro-crédits, accessibles via téléphone mobile, à travers un processus entièrement digitalisé visant à faciliter l'accès au financement des ménages. Le groupe prévoit également le lancement d'autres produits de crédit afin de diversifier son offre. Cette annonce intervient

dans un contexte de faible inclusion financière aux Comores. Selon le rapport annuel 2024 de la Banque centrale des Comores, le taux de bancarisation élargie s'établit à 39,2 %, tandis que le taux d'inclusion financière atteint 49,2 %. Les autorités visent respectivement 70 % et 75 % à l'horizon 2030.

## DJIBOUTI

### Le gouvernement améliore les mécanismes de financement du logement social

Afin de renforcer la politique de logement abordable du pays, les autorités djiboutiennes ont réuni le 3 mars les banques afin de faciliter l'accès au crédit immobilier des ménages modestes et intermédiaires via le Fonds de Garantie de Djibouti. Lancé en 2023, ce mécanisme public, qui couvre une partie des risques des banques, n'a pas produit les résultats escomptés, en raison de la prudence excessive des établissements, de procédures jugées complexes et d'un suivi insuffisamment transparent, limitant ainsi le nombre de prêts accordés. Pour relancer la dynamique, l'État supprime pendant un an les commissions appliquées aux logements des promoteurs publics ARULoS et SIAF, allégeant directement le coût d'acquisition pour les ménages. Par ailleurs, la garantie publique des prêts est désormais formalisée par un enregistrement direct des dossiers auprès du fonds, améliorant la transparence, le suivi et la coordination avec les banques.

## ÉTHIOPIE

### Hausse des coûts du carburant

Le gouvernement a annoncé un nouvel ajustement des prix des carburants, dans un contexte de hausse des prix due au conflit au Moyen-Orient. Le prix du diesel a augmenté de 10 ETB (0,06 EUR) pour atteindre 139,84 ETB (0,77 EUR) par litre, celui de l'essence de 3 ETB (0,016 EUR) à 132,18 ETB (0,72 EUR) et celui du kérosène de 7 ETB (0,038 EUR) à 146,14 ETB (0,80 EUR). Une surtaxe a été instaurée pour les consommateurs « BtoB » avec un litre du diesel fixé à 185 ETB (1,01 EUR). Le ministre des Finances a appelé les consommateurs à réduire leur consommation de carburant et indiqué que d'autres mesures d'économie d'énergie étaient à l'étude. Malgré ces hausses, l'État continue de subventionner fortement les prix : l'essence reste subventionnée à hauteur de 73,56 ETB (0,40 EUR) par litre et le diesel à hauteur de 98,29 ETB (0,54 EUR). Les autorités ont également

mis en garde contre le développement (avéré) d'un commerce illégal de carburants subventionnés, certains volumes étant détournés vers des marchés illégaux et revendus bien au-dessus du prix officiel.

### Signature d'un accord entre Ethio Telecom et Ericsson pour porter la couverture réseau à 85 %

Lors du *Mobile World Congress 2026* à Barcelone, Ethio Telecom a signé plusieurs accords stratégiques pour moderniser et étendre son réseau, avec Ericsson, Nokia et les Chinois ZTE et Huawei. Avec Ericsson, l'opérateur prévoit de déployer de nouvelles technologies sur 1500 sites mobiles, incluant l'extension, la modernisation et le renforcement de la 4G. Le partenariat avec ZTE concernera l'extension et la modernisation de 647 sites, dont 115 ruraux, portant la couverture 4G à 95,5 %. Les discussions avec Huawei sont encore en cours, mais l'accord viserait l'accélération du déploiement de la 4G et de la 5G. En outre, Ethio Telecom a annoncé avoir finalisé avec succès une preuve de concept (PoC) pour des solutions technologiques avec Nokia, ainsi que les préparatifs pour le lancement conjoint d'un centre d'innovation à l'Ethio Telecom Excellence Academy. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'Ethio Telecom « New Horizon: Digital and Beyond 2028 », qui vise à renforcer l'infrastructure numérique du pays et préparer l'arrivée des nouvelles générations de réseaux.

### Lancement de l'application mobile 'Neway' par la bourse éthiopienne

La Bourse éthiopienne (ESX) a lancé l'application mobile Neway, plateforme de négociation numérique destinée à élargir la participation du public au marché des capitaux. Neway offrira aux investisseurs nationaux un accès simplifié aux obligations et autres instruments financiers. Développée par l'ESX et la société technologique Infotech Private Ltd, l'application permettra aux courtiers de gérer l'enregistrement des clients, le traitement des ordres et la production de rapports. Pour les investisseurs, elle facilitera l'inscription, l'ouverture de comptes de trading, le suivi des activités du marché, l'achat et la vente de titres cotés (actions et instruments à revenu fixe), ainsi que la surveillance et la gestion des portefeuilles en temps réel. Cette initiative vise à réduire les obstacles à l'entrée et à améliorer l'accès aux opportunités d'investissement sur le marché boursier.



## KENYA

### Promulgation de la Loi sur le Fonds national d'infrastructure

Le président William Ruto a promulgué la loi sur le Fonds national d'infrastructure (FNI) le 9 mars 2026, après son adoption par l'Assemblée nationale le 5 mars. La loi vise à mobiliser 5 000 Md KES (environ 38,7 Md USD) sur la prochaine décennie pour financer de grandes infrastructures selon un modèle axé sur l'investissement plutôt que sur l'emprunt souverain. Le Fonds ciblera les secteurs du transport (routes, rail, ports, aéroports), de l'énergie, de l'eau, de l'irrigation, des infrastructures agro-industrielles et de la connectivité numérique. Il est conçu pour mobiliser des capitaux publics et privés, partiellement financés par des recettes de privatisation et de cessions d'actifs publics. La gouvernance comprend un Conseil de direction présidé par le Secrétaire du Cabinet du Trésor, avec le Gouverneur de la Banque centrale et le Procureur général. Le Parlement dispose d'une fenêtre de 90 jours pour examiner la politique d'investissement du Fonds. Le même jour, lors de l'introduction en bourse de la société publique *Kenya Pipeline Company*, le président Ruto a indiqué que les recettes, espérées entre 15 et 20 Md KES (155 M USD en fourchette haute), constitueront le capital initial du Fonds.

### Lancement d'un appel d'offres pour l'extension de l'aéroport JKIA

À la suite du lancement du [plan directeur intégré et de l'étude de faisabilité de Jomo Kenyatta International Airport le 26 février 2026](#), la Kenya Airports Authority a lancé, le 3 mars 2026, un appel d'offres pour la construction d'un nouveau terminal passagers et la modernisation des installations existantes. Le projet se déploie en deux phases. À court terme (2025–2029), il prévoit la modernisation de la piste, une voie de circulation parallèle partielle, des bretelles de sortie rapide et l'amélioration des systèmes du terminal et des accès routiers, portant la capacité à 9 millions de passagers par an. À long terme (2030–2045), un nouveau terminal supplémentaire de 10 millions de passagers par an sera opérationnel dès 2030 et extensible à 15 millions d'ici 2045, avec l'extension des aires de trafic, du cargo et le développement d'une *Airport City* et d'une zone économique spéciale. Le coût total est estimé à 3,52 Md USD, avec un taux de rentabilité

interne post-impôt de 13,2 % et un retour sur investissement de 10,9 ans. [L'appel d'offres](#) en *Design and Build* prévoit une date limite de soumission des offres fixée au 23 avril 2026.

### Les investissements des fonds de pension kényans en actions progressent fortement

Selon une note sectorielle publiée par la [Retirement Benefits Authority \(RBA\)](#), les fonds de pension ont augmenté leurs investissements en actions cotées à la Bourse de Nairobi de 54,6 % pour atteindre 2,4 Md USD en 2025, contre 1,6 Md USD un an plus tôt, soutenus par la hausse du marché boursier. Les actions cotées représentaient 11,1 % des actifs totaux des fonds de pension, contre 9,0 % auparavant. Le régulateur attribue cette progression principalement à la hausse des prix des actions détenues plutôt qu'à de nouveaux achats. Malgré cette évolution, les fonds de pension restent fortement investis dans les titres publics, qui représentent encore 52,1 % des actifs du secteur, en légère baisse par rapport à 52,7 %. Les actifs totaux du secteur ont atteint 21,7 Md USD, contre 17,4 Md USD un an plus tôt, principalement grâce à l'augmentation des cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale (NSSF) après la mise en œuvre de la loi NSSF de 2013.

## MADAGASCAR

### Le président de la Refondation dissout le gouvernement

Le 9 mars 2026, le Président de la Refondation de Madagascar (PRRM), le colonel Michaël Randrianirina, a dissous le gouvernement dirigé par le Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo depuis le 28 octobre 2025. Aucune justification officielle n'a été communiquée à ce stade. La gestion des affaires courantes est assurée par les secrétaires généraux des ministères, chargés de garantir la continuité de l'État jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, dont la date n'est pas encore connue. Pour mémoire, le programme de la Refondation transmis fin février à la SADC prévoit une consultation nationale sur les réformes institutionnelles, suivie d'une révision constitutionnelle et de l'organisation d'élections générales dans un délai d'environ deux ans. Par ailleurs, le Conseil d'État a annulé, le 9 mars 2026, les résultats des élections municipales d'Antananarivo remportées par Harilala Ramanantsoa fin 2024. La

juridiction a motivé sa décision par des irrégularités relevées dans le processus électoral. Cette annulation entraîne la fin de son mandat à la tête de la mairie de la capitale ; la nomination d'un Président de la délégation spéciale (PDS) de Tananarive est attendue.

#### L'enquête MICS 2025 souligne des lacunes en santé, éducation et services essentiels

Les résultats de l'enquête par grappes à indicateurs multiples ([Multiple Indicator Cluster Survey – MICS](#)) ont été présentés le 2 mars à Antananarivo lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Économie et des Finances. Réalisée avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des États-Unis, l'enquête renseigne environ 43 % des indicateurs de suivi des Objectifs de développement durable (ODD) et vise à soutenir la planification des politiques publiques. Elle couvre notamment la santé, la nutrition, l'éducation, l'eau et l'assainissement, la protection de l'enfance et les transferts sociaux. Les résultats mettent en évidence des fragilités persistantes : 37 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, 17 % des enfants de 12 à 23 mois n'ont reçu aucun vaccin, et le taux d'achèvement du primaire atteint 47 %. Par ailleurs, 42 % de la population a accès à une source d'eau améliorée, 17 % à des installations sanitaires améliorées et 37 % à l'électricité. L'enquête a couvert 19 785 ménages entre décembre 2024 et mai 2025.

## MAURICE

#### Créations d'entreprises quasi stables en 2025

Selon Statistics Mauritius, 24 571 entreprises ont été créées à Maurice en 2025, contre 24 565 en 2024, soit un niveau globalement stable. Depuis 2016 (19 831 créations), le nombre annuel d'entreprises créées a néanmoins progressé de 24 %, avec une tendance orientée à la hausse depuis 2020 après un recul entre 2016 et 2019. Au quatrième trimestre 2025, 5421 entreprises ont été enregistrées, contre 5412 un an plus tôt. Le deuxième trimestre a été le plus dynamique de l'année, avec 6843 créations (+1,9 % en glissement annuel). Au quatrième trimestre, le commerce de gros et de détail concentre 38 % des nouvelles entreprises, suivi de l'hébergement-restauration et de l'industrie manufacturière (10 % chacun). En glissement annuel, les créations dans l'hébergement-restauration progressent fortement (+87 %), tandis que celles liées à l'eau et à la gestion des déchets diminuent de 50 %.

## OUGANDA

#### Le conflit en Iran n'entraîne pas, à court terme, de risque de pénurie en produits pétroliers

L'Ouganda importe l'intégralité de sa consommation de produits pétroliers, une facture énergétique estimée à plus de 2 Md USD. En raison de la crise au Moyen-Orient, la Ministre de l'Énergie et du Développement Minéral et l'UNOC (*Uganda National Oil Company*) ont lancé des messages appelant au calme, assurant que les livraisons de mars ne seraient pas perturbées par le contexte géopolitique. La Ministre a ainsi expliqué que la chaîne d'approvisionnement était suffisamment robuste grâce à la stratégie partenariale nouée avec l'importateur Vitol – compagnie suisse de trading pétrolier – dont les sources d'approvisionnement seraient suffisamment diversifiées. Les autorités ont aussi mis en garde les revendeurs de produits pétroliers contre toute pratique spéculative : les opérations d'importations de l'UNOC étant établies sur les livraisons de novembre-décembre dernier, « les prix à la pompe devraient rester relativement stables » selon un [communiqué officiel](#).

#### Recours à la finance islamique pour financer le Standard Gauge Railway

Le gouvernement ougandais envisage de lever 405 M EUR via une obligation souveraine islamique (*Sukuk*) afin de financer une partie du Standard Gauge Railway (chemin de fer à écartement standard) reliant Malaba à Kampala (273 km). Cette émission, d'une maturité de sept ans avec un rendement locatif annuel de 10,5 %, couvrirait environ 15 % du coût du projet, estimé à 2,7 Md EUR. Contrairement à une dette classique, les investisseurs détiendront des actifs liés au projet via un véhicule ad hoc supervisé par un conseil de conformité à la charia. L'instrument sera libellé en shillings, dollars et euros afin d'attirer des capitaux du marché mondial de la finance islamique, notamment des fonds souverains du Moyen-Orient. Le tronçon est actuellement construit par l'entreprise turque Yapi Merkezi, après la rupture d'un contrat avec une société chinoise en 2022. Cette stratégie, rendue possible par le cadre légal introduit en 2016, se veut refléter une approche pragmatique face au resserrement des financements traditionnels des bailleurs.

## RWANDA

### Access to Finance Rwanda lance une plateforme de soutien et de financement pour les PME

L'organisation Access to Finance Rwanda a lancé la plateforme Terimbere MSME Facility, destinée à faciliter l'accès des micro et PME à des services de développement et à des solutions de financement adaptées. Cette initiative vise à rapprocher les entreprises, prestataires de services spécialisés et institutions financières afin de soutenir la croissance des PME. La plateforme propose un accompagnement en gestion financière, marketing, organisation interne, préparation à l'investissement ou conformité aux standards environnementaux et sociaux. Elle prévoit la mise en relation avec des solutions de financement dédiées, telles que des prêts adaptés aux PME, des mécanismes de garantie ou des produits spécifiques pour les entrepreneures et les jeunes. Afin de renforcer l'accès des entreprises situées en zones rurales, des bureaux satellites ont été ouverts dans cinq districts.

### Kigali accueillera en mai le Sommet africain sur l'innovation dans l'énergie nucléaire

Le Rwanda organise la seconde édition du Sommet africain sur l'innovation dans l'énergie nucléaire, à Kigali du 18 au 21 mai 2026. L'événement, conçu par le Rwanda Atomic Energy Board, réunira des ministres, chercheurs et experts afin d'échanger sur le rôle de l'énergie nucléaire dans la transition énergétique et le développement industriel du continent. Cette rencontre intervient alors que le pays poursuit ses efforts pour développer un programme nucléaire civil, notamment à travers des études de sites potentiels, la formation de spécialistes et l'évaluation des capacités du réseau électrique. Les autorités envisagent la mise en service d'une première petite centrale nucléaire basée sur la technologie des petits réacteurs modulaires d'ici le début de la prochaine décennie. Ce projet s'inscrit dans une stratégie visant à diversifier les sources de production d'électricité et à répondre à la croissance de la demande énergétique à long terme.

## SOMALIE

### Effets en cascade de la crise au Moyen Orient

Dans son rapport « [Somalia's Inflation Outlook](#) » de mars, la Banque centrale signe que l'économie somalienne traverse un choc macroéconomique

résultant de plusieurs facteurs simultanés, avec une montée de l'inflation, qui a enregistré 5,1 % en glissement annuel en décembre 2025 (4,8 % en novembre), après être tombée à 2 % en juin. La tendance s'explique par la hausse des prix dans les secteurs de base (alimentation, logement, santé), dans le contexte d'une économie vulnérable à l'impact de la crise au Moyen Orient, du fait d'une forte dépendance aux importations. Le prix de l'essence à Mogadiscio a progressé de 1,5 %, passant de 0,6 USD par litre à 1,5 USD et se traduisant par une hausse des coûts de transport, d'électricité et des produits alimentaires.

### 4,5 MUSD pour un système de détection et d'aide aux pasteurs touchés par la sécheresse

Le gouvernement a lancé, avec le soutien des assureurs nationaux, un programme visant à aider les pasteurs touchés par l'aggravation de la sécheresse. L'initiative financée à hauteur de 4,5 MUSD vise 20 districts et devrait bénéficier à plus de 10 000 personnes. Elle consiste à la détection des conditions de sécheresse à l'aide d'imagerie satellitaire et au déclenchement rapide d'un soutien financier destiné à l'alimentation du bétail et à l'approvisionnement en eau.

### Le Port de Mogadishu rejoint l'IAPH

L'Autorité portuaire de Mogadiscio a annoncé que le Port de Mogadiscio avait rejoint l'Association internationale des ports et havres (IAPH), association mondiale fondée en 1959 dont le siège est à Tokyo, qui regroupe plus de 190 ports issus de 89 pays.

## SOUDAN

### Point de presse sur la situation énergétique

Le ministre de l'Énergie a fait état de stocks de trois mois de consommation pour l'essence et deux mois pour le diesel, déclarations qui interviennent alors que les prix des carburants ont augmenté de 30 %, en lien avec la crise du Golfe. Le ministre a signalé que la production électrique s'élevait à 2000 MW (3000 MW avant la guerre), dont 1500 MW d'hydroélectricité assurés par 5 barrages. La consommation serait de 1500 MW (3100 MW avant la guerre). Le ministre a fait état, pour remplacer les 8000 transformateurs de réseau détruits, de l'achat en cours et à venir de 3600 nouvelles unités, dont 1000 ont été installées. Ont aussi été mentionnés des transformateurs de puissance fournis par XD Transformers (Chine) et des discussions avec une autre société chinoise, Sieyuan.



## SOUDAN DU SUD

### 5 MEUR pour la solarisation de sites télécoms

Grâce à un financement de l'UE au Soudan du Sud, l'opérateur télécom MTN a mis en œuvre un projet visant à remplacer l'alimentation diesel de ses tours de télécommunication. Financé à hauteur de 5 MEUR, il consiste à équiper ces sites de systèmes hybrides combinant énergie solaire et batteries. Selon MTN, 90 % des sites ont déjà été convertis, ce qui a permis de réduire de moitié la dépendance au diesel. L'objectif est également de diminuer les pannes liées aux coupures d'électricité et aux difficultés d'approvisionnement en carburant, notamment pour les sites difficiles d'accès en raison de l'état des routes. Bien que le projet ait permis une amélioration certaine de la qualité du service, le coût téléphonique pour les utilisateurs n'a, pour le moment, pas changé.

## SEYCHELLES

### Accord entre le gouvernement des Seychelles, la ZLECAf et Quest Ghana Limited

Le 5 mars 2026, le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a signé un protocole d'accord avec Quest Ghana Ltd et les autorités des Seychelles afin de positionner l'archipel comme plateforme régionale pour le commerce numérique intra-africain. L'accord prévoit le déploiement d'un dispositif technique visant à sécuriser les transactions et assurer l'interopérabilité des systèmes numériques entre pays partenaires. Il vise notamment à mieux intégrer les opérateurs seychellois, en particulier les micro et PME aux circuits numériques du continent. Cette initiative intervient dans un contexte de diversification économique soutenu par un niveau élevé de connectivité. Début 2025, le taux de pénétration d'Internet aux Seychelles atteignait 87,4 % de la population selon DataReportal. Le marché national du commerce électronique pourrait atteindre 46,4 M USD en 2027, avec une croissance annuelle moyenne estimée à 14,35 % entre 2023 et 2027 selon Statista.

## TANZANIE

### Report au 1er juillet 2026 de la mise en place de la redevance d'infrastructure portuaire

La Tanzania Ports Authority (TPA) a reporté au 1er juillet l'entrée en vigueur de la nouvelle redevance pour le développement des infrastructures portuaires, initialement prévue le 8 mars, une redevance ayant pour objectif de moderniser et décongestionner le port de Dar es Salaam, dont l'activité est en forte augmentation. Les fonds collectés devraient financer la construction de 18 nouveaux quais ainsi que des réservoirs de carburant stratégiques, dont les travaux sont déjà engagés pour plus de 240 M USD. Elle suscite toutefois des résistances des associations de commerçants, qui estiment que le gouvernement dispose déjà de recettes suffisantes pour financer ces travaux et qui craignent une hausse des coûts d'importation et des répercussions sur les consommateurs. Les entreprises opérant via Dar es Salaam ont jusqu'au 30 juin pour anticiper l'impact de cette redevance sur leurs coûts.

### Zanzibar investit pour réduire les coupures d'électricité d'ici 2028

Le gouvernement de Zanzibar a engagé 240 M USD pour moderniser ses infrastructures électriques chroniquement défaillantes. L'archipel dépend quasi exclusivement de l'interconnexion avec la Tanzanie continentale via trois câbles sous-marins opérés par Tanesco. Les deux lignes alimentant Unguja, l'île principale, datent de 1980 et ne fonctionnent plus de manière optimale. La vétusté des infrastructures, combinée à la hausse de la demande, expose l'archipel à un déficit d'approvisionnement. Pour y remédier, les autorités ont contractualisé avec plusieurs entreprises, notamment le groupe indien Elecmech Switchgears pour le remplacement de 1 000 km de lignes électriques (159 M USD). Les mesures comprennent également la réhabilitation de générateurs existants et la pose d'un nouveau câble sous-marin d'une capacité de 270 mégawatts. L'objectif à terme est de réduire la dépendance vis-à-vis du continent et d'atteindre une plus grande autonomie énergétique d'ici 2028.